

L' "Affaire Debray" : une confusion de genres?

Autor(en): **Herman, Thierry**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Études de Lettres : revue de la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne**

Band (Jahr): - **(2000)**

Heft 3-4

PDF erstellt am: **15.02.2022**

Persistenter Link: <http://doi.org/10.5169/seals-870219>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'« AFFAIRE DEBRAY » : UNE CONFUSION DE GENRES ?

Cet article vise à démêler une partie de l'écheveau du scandale suscité par une lettre de Régis Debray publiée dans *Le Monde* en pleine guerre du Kosovo. Après un tour d'horizon des différentes images de soi développées par Debray et ses contempteurs, l'auteur montre l'impossibilité de déterminer un cadre générique spécifique pour cette lettre qui oscille entre la tribune libre, l'enquête, le reportage, le pamphlet. Cette indétermination explique sans doute certaines réactions hostiles au propos du médiologue.

Tracer des diagonales est le plaisir du médiologue. Il ne pense pas droit. Non qu'il soit, dans sa démarche, tortueux ou tordu, non. Il y va franchement, mais de biais. À l'oblique. Ce qui le conduit à déambuler à travers champs — des champs qui se jouxtent sans se voir, et à susciter des rencontres entre des arts, des métiers et des hommes qui d'ordinaire préfèrent s'ignorer. Et cela, non pour le plaisir de faire l'irrespectueux, en violant les convenances ; non même pour prendre du bon temps, encore qu'il soit souvent très instructif de musarder le nez en l'air ; mais pour mieux approcher de la vérité. (Debray 1999 : 7)

En pleine guerre du Kosovo, le Landerneau des intellectuels français s'est trouvé singulièrement agité par une certaine *Lettre d'un voyageur au Président de la République*, parue dans *Le Monde* du 13 mai 1999 et signée par « l'écrivain et philosophe » Régis Debray (texte reproduit en fin d'article). On ne refera pas ici le parcours de la polémique d'une amplitude peu commune et

tout empreinte d'élans passionnés et d'attaques personnelles — « Adieu, Régis Debray ! » proclamait Bernard-Henri Lévy dès le lendemain. On ne s'exercera pas plus à étudier la pertinence, la valeur voire la validité de l'argumentation de R. Debray, comme l'a fait *Libération*, en répondant point par point aux affirmations de celui qui est aussi connu comme la tête de pont de la médiologie. En revanche, ces réactions nous intéresseront dans la mesure où elles révèlent l'absence d'un point de fixation du statut et du rôle que Régis Debray occupe et l'incertitude quant à l'identification du ou des genre(s) manifesté(s) dans son « article » du *Monde*. En creusant ce double aspect, il nous est apparu que la polémique se déclenchait autant par ce que R. Debray affirme dans le contexte suspicieux de l'information en temps de guerre que par l'équivoque de sa position.

1. Une image de soi polymorphe

À la suite de travaux de Dominique Maingueneau (1999) et Jean-Michel Adam (1999), nous attachons une importance toute particulière à l'étude de l'image de soi dans le discours ou *ethos* dans la tradition aristotélicienne. À l'instar des niveaux de Patrick Charaudeau (situation, communication, discours), l'analyse de l'image de soi dans le discours s'appuie, selon nous, sur la situation d'interaction socio-discursive (ethos situationnel), sur la gestion du discours au sein de cette situation (ethos communicationnel) et sur les traces discursives de soi (ethos discursif) (Cf. Herman, à paraître).

Nous définissons l'ethos situationnel comme la représentation que le(s) destinataire(s) direct(s) peuvent se faire du statut social, psychologique ou circonstanciel d'un orateur ou d'un scripteur, représentation saisie dans son évolution historique, au sein d'une communauté donnée et d'un cadre spatio-temporel et matériel. L'ethos situationnel de Régis Debray en 1999 est loin d'être facile à décrire. La plupart des réactions qui suivront sa *Lettre* rappelleront, souvent avec une certaine perfidie, à quel(s) titre(s) ce « voyageur » est également connu. *Le Monde* offre déjà une première entrée péritextuelle en indiquant le double statut professionnel de Régis Debray : « écrivain et philosophe ». Mais on rappelle aussi qu'il est l'« ancien compagnon du Che », qu'il fut le conseiller du Président Mitterrand et qu'il est professeur de médiologie, science dont il est le fondateur et dont la pertinence semble souvent remise en cause par son encadrement entre des

guillemets grevés de connotations. Bernard-Henri Lévy brosse un portrait acerbe de l'ethos situationnel de Régis Debray, rappelant son parcours antérieur qui en faisait un des « derniers vrais aventuriers » et un « assez beau spécimen de grand intellectuel ». Mais, selon lui — et plusieurs le suivront —, tout a progressivement basculé : « poussées récurrentes de fièvre chevènementiste », « coups de menton nationaliste ». Son statut social d'écrivain est pareillement mis à mal : « Un texte navrant contre Venise », « Des anathèmes de curé boudeur contre Mai 68 et son héritage ». On finit même par évoquer le spectre de Drieu La Rochelle, quoique « Debray n'est pas Drieu. Ni Belgrade, Berlin. Mais enfin... D'une certaine façon, nous y sommes ».

On le voit, l'ethos de Régis Debray est fermement attaqué par l'usage fréquent d'arguments *ad hominem*. Ce qui semble toutefois prédominer, c'est la raillerie de l'intellectuel. Outre la mise entre guillemets de « médiologie », la « lettre d'un citoyen ordinaire à un professeur de médiologie » de Patrice Canivez, parue dans *Le Monde* du 16 mai, propose un renversement intégral de la position choisie par Debray : lui qui ne cesse d'affirmer avoir été au Kosovo en tant que citoyen européen inquiet et bouleversé, se voit refuser ce statut et recadrer en tant que « professeur de médiologie »; implicitement en tant que citoyen non-ordinaire. Pierre Georges, dans *Le Monde*, titre de la même manière : « Le médiologue épinglé ». Il y a sans doute, derrière, l'idée qu'un médiologue est un spécialiste des médias, voire même un professeur de journalisme — ce qui est inexact. Il est donc assez piquant de faire passer Debray pour Tintin et d'épingler sa naïveté. Toutefois ces différentes attaques ne viennent sans doute pas de nulle part.

Quelle est l'image discursive de soi que R. Debray développe ? Le titre le présente explicitement comme un voyageur. C'est une assez curieuse option. Le champ sémantique du voyageur convoque aussi celui du touriste. Ce dernier semble avoir trouvé un certain écho dans les attaques menées par la suite contre Debray, entre autres par ce qu'aurait dit un officiel serbe : « Sait-il seulement où il se trouve ? ». D'autres lui reprocheront de ne pas connaître l'histoire de la région. Beaucoup vont parler de naïveté. Ce n'est pas le baroudeur, l'ancien compagnon du Che qu'on désigne, mais l'intellectuel en chambre, inconscient du monde qui l'entoure et se permettant de donner son avis sur ce qu'il ne connaît que partiellement. Pourtant R. Debray tente, dans sa

Lettre le coup de force : « Vous êtes un homme de terrain. Vous ne prenez guère les intellectuels qui remplissent nos colonnes d'à-peu-près grandiloquents et péremptoirs. Cela tombe bien : moi non plus ». On verra plus loin que R. Debray utilise des faits singulièrement teintés d'à-peu-près. En fait, ce qui surprend dans cet exorde, c'est l'inversion de la position attendue. L'écrivain sait qu'il se rend en Yougoslavie à la suite de nombreuses personnalités, philosophes et artistes qui ont fait le voyage à Sarajevo. Sans doute veut-il éviter de s'inscrire dans cette même lignée, en optant dès lors pour une position estimée plus modeste, plus réaliste, plus journalistique. Mais on ne peut nier qu'il se fait happer par son propre ethos : écrivain, philosophe, professeur et inventeur de la médiologie, R. Debray ne peut échapper à l'étiquette d'intellectuel. Dans l'interview qu'il accorde peu après à *L'Humanité*, il multiplie à loisir les étiquettes : « Je suis seulement un citoyen français en Europe qui essaie de penser par lui-même et d'aller sur place pour tenter de démêler le vrai du faux. Modestement. Que notre émotion et notre indignation soient du côté des Kosovars, je suis le premier à en témoigner : je n'ai pas passé en vain six jours dans les camps de réfugiés. Mais il me semble que le devoir d'un intellectuel n'est pas de sacrifier l'intelligence à l'émotion. » R. Debray, conscient de son statut d'intellectuel, prend le risque de s'exposer à la place même de la cible qu'il désigne. Il semble donc en résulter un premier déficit potentiel de crédibilité, quand bien même la parole pamphlétaire est friande de ce positionnement : « La déclaration d'incompétence dont on peut considérer qu'elle figure dans la *dispositio* canonique du genre, prend volontiers un tour provocateur » (Angenot, 1982 : 75).

En tant que voyageur, voire en tant que citoyen, R. Debray manifeste un ethos discursif qui s'oppose de manière trop radicale à son ethos préalablement établi. Il cherche à se coller à un ethos de témoin, extrêmement proche du journalisme de reportage, mais sans parvenir à se contenter de rapporter ce qu'il a vu. Sans doute s'en rend-il compte par moments, lorsqu'il affirme après une digression : « Pour en revenir aux lieux et aux moments de mon séjour au Kosovo »; il laisse entendre qu'on ne voit nul trace de crime contre l'humanité pour ensuite se rétracter : « Sans doute n'a-t-il (Paul Watson, journaliste du Los Angeles Times) pas tout vu. Et moi encore moins »; plus loin, il s'interroge sur sa propre impartialité : « Aurais-je trop écouté "les gens d'en face" ? ». L'homme de terrain et le témoin impartial (« Ne me croyez pas

partial») seront des images refusées par plusieurs lecteurs, surtout lorsque *Libération* publie par erreur de traduction le témoignage d'un journaliste selon lequel « Debray est resté à l'hôtel Grand et il a rencontré des officiels ».

2. Une genericité trouble

2.1. Un genre journalistique ?

L'ethos communicationnel est l'image qui est donnée par la manière dont l'orateur ou le scripteur gère son discours, c'est-à-dire par l'utilisation du genre qu'il choisit, par les échos intertextuels de son discours ou par l'usage d'expression métadiscursives qualifiant son propos. Le niveau communicationnel, selon P. Charaudeau est la réponse à la question : « On est là pour comment dire ? ». Dans le cas de la *Lettre* de R. Debray, la réponse est multiple. Dès lors, elle prête le flanc à toutes les disqualifications. Mandaté par l'hebdomadaire *Marianne* pour un reportage qui paraîtra cinq jours après la publication de la *Lettre* dans *Le Monde*, c'est bien en journaliste que Debray se rend en ex-Yougoslavie. Mais est-ce en tant que journaliste qu'il écrit sa *Lettre* ?

Pour beaucoup cela ne fait guère de doute. L'ancien éditorialiste de *Libération*, Laurent Joffrin, parle à France-Inter (15 mai) du « reportage » de Debray dans *Le Monde*. Le médiologue réplique, dans un numéro du *Monde diplomatique* de juin 1999, en tentant de décortiquer la machinerie médiatique qui s'est mise en place contre lui :

Je ne suis pas un journaliste, et certaines rédactions ont cru que j'entendais leur faire la leçon. Je comprends qu'une profession déstabilisée, blessée par les critiques, prenne la mouche facilement, mais j'ai adressé ma lettre à un Président, non à des directeurs ; mon propos était strictement politique.

Avant d'y voir la vindicte des journalistes, ne s'agit-il pas d'un signal évident d'une singulière confusion des genres ? Daniel Bougnoux ne s'y trompe pas : « Il prétendait avec son article du *Monde* court-circuiter les médias et les observateurs sur le terrain (journalistes, ONG, représentants internationaux), et ces médias se sont cruellement vengés : le retour du boomerang fut terrible ! » (2000). Quoiqu'en dise R. Debray, il a été, à cette occasion, journaliste sans le savoir ; sa position par rapport à *Marianne* et au reportage qui lui a été commandé ne le dédouane pas de toute implication journalistique. D'autre part, il n'est pas exclu que son professorat en médiologie ait pu le faire confondre avec une

image d'expert en journalisme (« Me méfiant des voyages façon Intourist, ou des déplacements journalistiques en car »).

Du coup, il apparaît que le titre — qui se présente explicitement comme une lettre ouverte — est passé sous silence dans les réactions, sinon pour supposer une nostalgie du temps où R. Debray fut conseiller du Président. Cette lettre ouverte n'a donc pas été lue comme telle mais comme un genre journalistique, par ailleurs mal défini. Dans une interview donnée à *L'Humanité* (15 mai 1999), la première question posée à Régis Debray est la suivante : « À lire votre *Lettre d'un voyageur au président de la République*, on ne sait pas trop s'il s'agit d'un reportage ou d'une enquête, entremêlées d'analyses, voire de prises de position, qui vous valent diverses polémiques... ». Réponse donnée, ambiguë : « Il ne s'agit pas d'un reportage, mais de choses vues qui seront publiées et que j'ai intitulées *Impressions de Yougoslavie* ». Choses vues qui seront publiées : ce flou catégoriel laisse songeur et semble attester que la notion de genre est, chez lui, une sorte de repoussoir.

La question du journaliste de *L'Humanité* montre une lecture mal assurée, car littéralement inclassable, de la lettre de Debray : il hésite même entre genres de l'information (enquête ; reportage) et genres de l'opinion (prises de position). En tous cas, il met le doigt sur l'intrication intime des catégories génériques journalistiques (« entremêlés »). Est-il dès lors possible de démêler l'écheveau, de comprendre l'incompréhension ?

Si on se cantonne aux genres journalistiques, comment identifier de larges portions du texte de Debray ? L. Joffrin, comme Bernard-Henri Lévy, parlent de reportage : pourquoi ?

Selon les manuels de journalisme, le reportage raconte : « [...] si le compte rendu rapporte l'information, le reportage la raconte. Le compte rendu est communication d'une connaissance acquise, le reportage communication d'une expérience vécue » (de Broucker 1995 : 159). Pour Martin-Lagardette, le reportage est « un témoignage direct mis en scène avec art. [...] C'est le contact avec l'événement et les hommes » (1994 : 93). Pour J. Mouriquand, son projet est « précis et limitatif. Il se propose de donner à voir, à sentir, à percevoir la vie. Ce peut être la vie d'un lieu, ou d'un événement » (1997 : 57). Plus loin, il affirme encore : « Faire du reportage, c'est s'immerger. Il faut investir les lieux ou la manifestation que l'on se propose de décrire avec une disponibilité totale » (1997 : 57).

À bien des égards, la *Lettre* de R. Debray remplit les conditions du reportage. Il y a bien insertion dans un lieu : « J'ai passé la semaine précédente en Macédoine, assisté à l'arrivée des réfugiés, écouté leurs témoignages » (in *Lettre*). R. Debray, conformément à l'idée selon laquelle le reportage « est sans doute de tous les genres journalistiques le plus subjectif » (Mouriquand 1997 : 60), se met explicitement en scène, en se déclarant « bouleversé » et puis, surtout, il va voir de lui-même, en refusant les compromissions des voyages « façon Intourist » et des « cars journalistiques ». Il en devient dès lors plus journaliste que les journalistes en relustrant l'idéal de l'indépendance et de l'objectivité. En témoignent certaines expressions : « vérification faite ensuite sur les lieux d'origine », « pour m'en tenir aux lieux et moments de mon séjour au Kosovo », « des témoins occidentaux, accessibles et oculaires, je n'en ai rencontré que deux », « son témoignage est pondéré et, recoupé avec d'autres, convaincant », « propos entendus sur place ». Cette série de propositions énoncées sortent tout droit d'un champ sémantique éminemment journalistique. Le 16 mai, toujours dans *Le Monde*, Patrick Canivez dénonçait assez justement la « rhétorique de l'objectivité » de R. Debray. Sans vouloir se prétendre journaliste, R. Debray occupe précisément ce terrain-là en reprenant à son propre compte une idéologie journalistique dont on sait par ailleurs l'aspect fallacieux (cf. Koren 1996). Serge Tisseron, dans les Cahiers de Médiologie (n°8 *Croyances en guerre*), éclaire parfaitement le propos en comparant avec finesse deux phrases, l'une de Jean-Marie Bourget dans *Paris-Match* (« Le cœur de la ville, si on s'en tient à lui, a une apparence normale avec un fleuriste qui vend des tulipes, des boulangers, tous Albanais, derrière le comptoir ») et l'autre de Régis Debray (« À Pristina, où vivent encore des dizaines de milliers de Kosovars, on peut déjeuner dans des pizzerias albanaises en compagnie d'Albanais »). Plus tard, R. Debray citera la phrase de J.-P. Bourget pour montrer qu'il n'a pas rêvé. Certes. Mais S. Tisseron montre la prudence du journaliste de *Paris-Match* (*si on s'en tient à lui ; apparence*) face au défilé des certitudes de R. Debray (*dizaines de milliers*, généralisation par l'exemple de la pizzeria).

Il semble tout à fait compréhensible que cette *Lettre* soit interprétée comme un reportage. Mais ne pourrait-elle pas être lue également comme une enquête ? Selon J. Mouriquand, la différence entre ces deux genres journalistiques est nette :

Le reportage se proposait à donner de la vie. L'enquête veut donner de l'entendement. L'un montrait. La seconde démonte et démontre. L'enquête prétend répondre à une question. Elle est le genre le plus encyclopédique de tous, le plus ambitieux dans ses intentions. (1997: 70)

Toute la macro-structure de la *Lettre* est dominée par une réplique à Jacques Chirac. R. Debray prétend démontrer, point par point — ceci étant souligné par des entrées numérotées de 1 à 5 — que chaque mot de Chirac est une duperie. Pour appuyer sa démonstration, il utilise, conformément à ce qu'il annonce en exorde (« je m'en tiendrai aux faits »), des faits : « Trois cents écoles, partout, ont été touchées par les bombes ». Ce fait ne peut faire partie du reportage : on voit mal comment R. Debray aurait pu être le témoin oculaire de la destruction de 300 écoles. Il appartient donc plutôt à l'enquête. L'ennui — et aucun journaliste ne l'épargnera sur ce point — c'est que ce fait n'a pas été vérifié. R. Debray reconnaîtra rapidement cette erreur sans pour autant en mesurer les conséquences du point de vue de sa crédibilité. Lorsque le médiologue se défendra, il déplacera le débat :

« L'effet paravent » (Ignacio Ramonet). Soit l'escamotage du fond par la forme, ou l'occultation du majeur par le mineur. Nous bombardons un pays. Combien d'écoles ont été endommagées ? Vous dites « trois cents touchées » ? D'où le tenez-vous ? - Et si c'était deux cent vingt-deux ou cent trente-trois ? Vous n'avez pas vérifié. N'avez-vous pas honte ? - Soit. J'ai pu errer, comme les bombes le font. Mais enfin, l'essentiel, qui vaut d'être discuté, est-il ce chiffre, d'ailleurs croissant au fil des jours, ou bien la fermeture attestable des écoles, lycées et universités en Yougoslavie ? (in *Le Monde diplomatique*, juin 1999)

On a envie de dire à Debray que l'essentiel est de communiquer dans le respect des contraintes du genre qu'il emploie. Aurait-il dit « plusieurs » écoles qu'il n'aurait sans doute pas été tancé. Mais donner une quantité chiffrée, donc vérifiable, et prétendre ainsi à la démonstration argumentée avec des prémisses invalides, c'est s'exposer à tous les feux de la critique.

Il sera inutile d'affirmer que cette « apostrophe » (qui est la seule désignation générique validée par R. Debray) n'est pas une enquête (pas plus qu'un reportage), car l'enquête, dans *Le Monde*, s'étale « sur deux pages ou deux jours » (in *Le Monde diplomatique*). Comme si le rubriquage suffisait à déterminer le genre. La structure choisie et le mode d'écriture qui combine éléments propres à une enquête et éléments propres à un reportage condui-

sent le lecteur à une catégorisation sans doute floue, mais éminemment journalistique et assez proche, finalement, du pôle de l'information. Il est évident que lorsque les faits sont mal vérifiés ou faux, le choc sans doute désiré par R. Debray dans le but de faire vaciller une approche par trop manichéenne de la guerre se réduit à une forme de pétard mouillé.

« Si j'avais refusé de couper dans mon apostrophe du *Monde*, à la dernière minute, des développements jugés par la rédaction abstraits, déjà connus ou hors expérience, pour le caler pile poil dans la place allouée, le lecteur aurait compris d'évidence qu'il s'agissait d'un « point de vue » appuyé sur des observations, et non d'un reportage, et encore moins d'une enquête ». Ces propos de R. Debray dans *Le Monde diplomatique* montrent que le médiologue est conscient de l'ambiguïté générique, ambiguïté qu'il attribue aux coupures demandées par le journal. En fait, il apparaît que R. Debray a donné une pleine confiance au paratexte du journal pour assurer la réception du genre. Le fait que l'article soit plus court qu'un enquête, qu'il soit signé d'une personne extérieure à la rédaction, qu'il soit rubriqué dans « Horizons-Débats », qu'il soit surtitré « Point de vue » et que son titre pointe directement vers le genre de la lettre ouverte devait sans doute, selon lui, suffire à faire de ce texte un représentant du genre de la tribune libre. Et donc du commentaire. Une tribune libre, après tout, est un genre défini essentiellement par son péritexte : une signature externe au journal, une présence en page « Opinions » et des prises de position individuelles ou au nom d'un collectif. On retrouve ces éléments dans la *Lettre* de R. Debray. Mais s'il est vrai qu'un texte journalistique est prioritairement déterminé par le paratexte, il l'est également, secondairement, par le genre qu'il utilise. Pourquoi a-t-on occulté, dans les réactions qui ont suivi la publication de la *Lettre du voyageur*, la classification générique de la tribune libre ? On peut proposer une double réponse. D'une part — et c'est sans doute la position de Régis Debray — la « liberté » de la tribune semble récusée en période de guerre, où le consensus doit être massif pour soutenir l'action du gouvernement et ce, malgré la démocratie. C'est la position qu'adopte immédiatement l'organe de presse du Parti communiste français, *L'Humanité*:

Cher Régis, tu ne le sais pas, mais tu es mort. Accusé, jugé, pendu. Tu as posé la mauvaise question : « Est-on autorisé à ré-

fléchir ? Est-ce criminel ? ». Ça l'est. Aussitôt, le cou, la corde, la trappe. « C'est fini » dit l'un ; « adieu » dit l'autre. (C. Cabanes, *L'Humanité* du 17 mai 1999)

Il y a, bien sûr, un effet de manche à faire croire que R. Debray a d'abord interrogé la liberté de penser, mais l'ampleur passionnelle des réponses, les attaques *ad hominem*, la grossièreté de certains arguments contribuent à alimenter une réflexion sur la communication en temps de guerre déjà entamée par l'ampleur de la désinformation découverte à l'occasion des événements de Roumanie et de la guerre du Golfe. Ce qui est regrettable, c'est que le médiologue utilise exactement les mêmes techniques que les communicateurs de l'OTAN. Serge Tisseron le souligne très justement :

L'intention de Régis Debray était pourtant louable : apporter un contrepoint aux affirmations univoques de l'OTAN. Malheureusement, en devenant univoque à son tour, il a sous-estimé la manière dont les croyances se renforcent en s'opposant. Opposer une idéologie à une autre, ce n'est pas menacer la première, c'est au contraire les renforcer toutes les deux en construisant leur antagonisme. (Tisseron 1999)

La principale raison du refus de l'assomption de la tribune libre réside sans doute là. En utilisant le même mode d'information que les communiqués qu'il dénonce, Régis Debray se laisse ranger dans le pôle de l'information, mais une information dont l'univocité fait passer son auteur pour un philosophe avéré. L'assomption du « point de vue » ne se fait qu'au travers de la maladresse outrancière de son témoignage. Le fait est que l'information contre-doxique pratiquée par le philosophe se doit d'être suffisamment et solidement étayée pour avoir une chance d'atteindre son but de déstabilisation de la doxa. Dans le cas présent, R. Debray a manqué son coup. Sans doute les règles du pamphlet coïncident-elles mal avec celles de l'information journalistique. Sans doute le genre était-il trop déstabilisateur par rapport à l'exigence d'un front uni de l'opinion dans une nation en guerre.

2.2. Une lettre ouverte ou un témoignage ?

Si on dirige notre regard maintenant vers des genres non journalistiques, Marc Angenot fait de la lettre ouverte une des formes du pamphlet (1982 : 59). À n'en pas douter, R. Debray s'inscrit dans cette catégorie générique : « Le pamphlétaire est porteur d'une vérité à ses yeux aveuglante, telle qu'elle devrait de toute évidence imprégner le champ où il prétend agir — et pourtant il se trouve

seul à la défendre et refoulé sur les marges par un inexplicable scandale» (Angenot 1982 : 38). C'est tout le sens de l'intervention de R. Debray : la France fait « fausse route ». Le premier objectif est de faire connaître la vérité : « Chacun de ces mots est une duperie ». C'est la raison pour laquelle se développe toute une rhétorique de l'objectivité dont nous avons déjà parlé. C'est aussi pourquoi le genre de la lettre ouverte partage un idéal de vérité avec les genres de l'information journalistique. Les raisons d'associer l'écriture de Debray à une écriture pamphlétaire sont multiples. Du point de vue de l'image de soi, M. Angenot illustre remarquablement les traits pertinents de l'attitude énonciative du pamphlétaire. Ce dernier est censé pratiquer :

- a. Une parole sans compétence
- b. Le pouvoir de la vérité vs. La vérité du pouvoir
- c. Une parole automandatée
- d. Une parole solitaire et risquée
- e. Une parole pathétique

On reconnaîtra dans ces cinq traits la position cherchée par R. Debray. Mais il est nécessaire d'élargir un peu la focale d'observation avant de classer sa *Lettre* comme un pamphlet mal compris. En réexaminant ces cinq points, on constatera que chacun est biaisé dans le cas Debray.

a. Tout d'abord, on ne peut que mesurer le rejet d'une parole sans compétence. R. Debray se présente certes comme un voyageur ou comme un citoyen, en tentant de se limiter aux fondements essentiels d'une identité respectivement géographique et politique. Somme toute, faire croire qu'il est M. Tout-le-Monde, sans compétence particulière : « Je n'ai certes pas été témoin [...], il me semble [...]. J'ai cru comprendre [...], je peux me tromper [...], je n'en ai pas la compétence [...] ». Or, bien évidemment, pénétrer dans une zone en guerre, en principe fermée à toute intrusion de l'étranger, quand on s'appelle Régis Debray, médiologue, n'a rien d'ordinaire. Pas plus qu'être publié dans *Le Monde* en tant qu'écrivain et philosophe. Cela signifie que l'on a quelque chose à dire et qu'on s'estime suffisamment qualifié pour le faire. R. Debray n'a pas vu arriver le retour du balancier : non seulement personne n'admet le personnage ordinaire qu'il prétend être, mais les attaques contre le médiologue vont précisément se porter sur ce terrain à partir du moment où les lecteurs admettront avoir affaire à une sorte de reportage-analyse : on fait allusion aux *Lettres persanes*, on accuse son manque de perspective histo-

rique : « Le voilà livré à des hypothèses frustes ou cherchant à tout tirer de « faits bruts » dans un pays dont il ignore l'histoire et la géographie : il patauge, profère des lieux communs » (A. Joxe, *Le Monde* du 14 mai 1999). En respectant cette règle du pamphlet, R. Debray précipite sa condamnation.

b. R. Debray est pareillement victime de son effort de rétablissement de la vérité par rapport à la vérité dite par le pouvoir : « [Les faits] que j'ai pu observer sur place, dans un court séjour [...] ne me semblent pas correspondre aux mots que vous utilisez ». Le travestissement majeur de la *Lettre* par rapport au pamphlet est le statut même de la vérité. « Le pamphlet, plus que toute autre parole doxologique, reste rivé à une conception de la valeur absolue et immuable d'une vérité de for intérieur, vérité qui transcende ce monde passager et trompeur, "labyrinthe d'erreurs et de désirs" » (Angenot 1992 : 86). Chez R. Debray, la vérité n'apparaît pas comme transcendante, elle est présentée comme uniquement liée aux choses vues, attachée précisément à la surface de ce qu'il voit de ce labyrinthe d'erreurs. De surcroît, le pamphlet manie une vérité qui se veut absolue, qui est l'évidence qu'on ne veut pas voir et que le pamphlétaire se doit de révéler. Or, Régis Debray recueille des témoignages qu'il tente — pas toujours — de vérifier ou de recouper avec d'autres. Il livre une ou des impression(s), affirme que les faits « ne semblent pas correspondre » avec ce qu'on nous dit, se demande s'il n'a pas trop écouté les gens d'en face. Toutefois, en dépit de ces modalités, certains faits, on l'a vu, sont exposés comme des affirmations à prendre pour argent comptant. La dominante générale — ces impressions, ce discours qui se prétend volontairement limité à ce qu'il a vu et entendu — ne participe pas, malgré tout, de l'élan pamphlétaire, ou, plutôt, le registre semble hésiter, osciller entre celui de la vérité assertée du pamphlet et celui de l'observation journalistique : certains faits — comme le chiffrage du bombardement d'écoles ou la référence des bombes-jouets (modèle CBU 87) — avaient leur place dans ce registre-là. Il y a donc vérité et vérité. R. Debray les confond en les glissant de l'une à l'autre. Par là même, il accélérât le processus de l'attribution de ce texte à un genre journalistique.

c. La situation de R. Debray n'est pas plus claire pour ce qui concerne l'auto-mandat. Dans la lettre proposée au *Monde*, il semble bien être auto-mandaté : bouleversé, il va aller voir de l'autre côté pour savoir « comment un tel forfait était possible ». Il

omet ainsi de dire qu'il y va pour accomplir le travail pour lequel il est bel et bien mandaté : un reportage pour *Marianne*. La collision entre la *Lettre* ouverte du journal et le reportage de l'hebdomadaire français continue de brouiller les cartes.

d. Nul doute que la parole de l'infortuné médiologue fut risquée. Il s'en est rapidement aperçu. Nul doute aussi qu'elle se voulait solitaire : contre l'OTAN, contre les ONG, contre la presse, contre la pensée unique : cela fait beaucoup de cibles pour un seul homme. Il choisit alors l'individu situé au plus haut de la pyramide du pouvoir : Jacques Chirac. En cela, on y repère l'écho évident d'une lettre ouverte célèbre : le *J'accuse* de Zola. Pourtant, Régis Debray semble avoir oublié que le genre de la lettre ouverte n'est pas le genre de la lettre :

Ce sous-genre transpose dans la fiction l'échange épistolaire réel dont il subvertit les caractéristiques ordinaires : confidentialité du contenu, intimité relative des épistoliers, réciprocité de l'échange. Ces éléments, ici, sont remplacés par d'autres exactement contraires ; le secret de la missive est divulgué au public le plus large ; rien ne qualifie l'expéditeur pour s'adresser sur un pied d'égalité ou d'intimité au destinataire (le plus souvent, cette intimité dont il s'autorise pour le critiquer, l'admonester, le plaisanter est pure provocation : les usages, la distance sociale devraient au contraire imposer à l'expéditeur une réserve dont il fait fi ; c'est même ici l'essentiel de la fonction provocatrice de la « lettre ouverte » [...]). (Angenot 1982 : 59)

« Je me dois de vous livrer une impression : j'ai peur, Monsieur le Président, que nous ne fassions fausse route ». À l'entame de cette lettre ouverte, il apparaît que le potentiel de provocation du genre est annihilé. Par l'emploi du NOUS au lieu du VOUS, R. Debray se refuse à l'admonestation pour privilégier le conseil, entre hommes de terrain. Les faits ne lui semblent pas correspondre aux mots que le Président emploie « de loin et de bonne foi ». En démarrant ainsi, sa Lettre avait beau être ouverte, elle se donnait le statut d'une lettre privée, prévenant amicalement le Président de ses involontaires erreurs de jugement. L'accusation lancée contre le Président : « chacun de ces mots est une duperie » est tempérée par un prévenant « J'ai lieu de croire que ». R. Debray s'adresse au pouvoir et non au porte-drapeau de l'imposture médiatique dont le monde serait la victime. Paradoxalement provocante sans vraiment l'être, sa lettre ouverte ne pouvait être pleinement reçue comme telle.

e. De la même manière, le discours pathétique se laisse engluer dans une rhétorique du vrai. « J'ai vu dans le hameau de Lipjan, le jeudi 6 mai, une maison particulière pulvérisée par un missile : trois fillettes et deux grands-parents massacrés, sans objectifs militaires à 3 kilomètres à la ronde. J'ai vu, le lendemain, à Prizren, dans le quartier gitan, deux autres masures civiles réduites en cendres deux heures plus tôt, avec plusieurs victimes enterrées ». Ce n'est pas tant le côté pathétique, injuste, abominable qui est mis en avant que l'attestation des choses deux fois vues, en des endroits et à des moments précis, l'éclatement des bombes errantes. Même chose avec les écoles bombardées et les bombes déguisées en jouets. Le pathétique existe, mais il est le résultat d'une froide accumulation de faits. L'ethos de Debray est avant tout celui du témoin impartial ; c'est sans doute pour cela qu'il ne saisit pas les occasions d'éclats pathétiques. On en conclut que sa lettre ouverte est à lire comme un témoignage, dont le but est moins d'attester — c'est le sens même du témoignage — que de convaincre. Le médiologue dira bien que cette lettre est avant tout un acte politique. Il reste à se demander ce qu'il pouvait bien espérer, sur le plan politique, d'un témoignage aussi fragile et aussi volontairement limité à une série d'observations.

En conclusion : les risques de l'entremêlé post-moderne

Le texte de Debray n'avait aucune chance d'atteindre son objectif, sauf à supposer que l'objectif premier ait été de faire parler de lui et de remettre en débat à la fois la liberté de penser et l'impartialité de l'information. Sa lettre n'avait aucune chance de réussir dans la mesure où elle semble cumuler des objectifs contradictoires : en tant que lettre ouverte, elle est un acte politique, en tant que reportage-témoignage, elle est un acte journalistique, en tant qu'alerte donnée par un citoyen d'Europe, elle est un acte éthique portant sur les dérives manipulatoires de l'information, et en tant que récit d'un naïf voyageur, elle est lue comme la résultante d'une manipulation serbe. L'indétermination générique conduit, en fait, à la multiplication des actes de lecture qui finissent par s'entremêler. L'identité du simple citoyen voyageur ne se combine pas avec celle de l'intellectuel médiologue. Elle ne se combine pas plus avec celle du journaliste. Le témoin de choses vues s'accorde mal avec l'initiateur partisan d'une polémique : si la polémique a eu lieu, elle s'est dirigée soit sur l'irresponsabilité ou la naïveté du médiologue, soit sur la liberté de

pensée. Les conséquences politiques en ont donc été nulles et le débat s'est déporté ailleurs : son « J'accuse » échoue.

Il apparaît en fait que cette lettre est avant tout l'éloge de l'entremêlé. La citation donnée en exergue met en évidence l'idée selon laquelle la vérité est, pour R. Debray, au bout d'un chemin oblique. Le reportage de *Marianne* est, pour Dominique Dhombres, « un témoignage brut, et volontairement décousu » (*Le Monde* du 18 mai 1999). Ce que souhaite montrer ce présent article, c'est que tout le texte de Régis Debray se construit non par référence à des instances génériques mais par différence avec ces mêmes modèles. En cela, il est l'exemple même d'un attachement à une écriture post-moderne, dont les dérives sont sensibles dans le « nouveau journalisme » anglo-saxon depuis longtemps : abandon des frontières génériques — écriture fictionnelle et témoignage journalistiques n'y apparaissent pas incompatibles — et surinvestissement de la subjectivité dans l'observation des faits.

Thierry HERMAN

Le texte de Régis Debray dans *Le Monde* du 13 mai 1999

POINT DE VUE

LETTRE D'UN VOYAGEUR
AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

par Régis DEBRAY

RETOUR de Macédoine, de Serbie et du Kosovo, je me dois de vous livrer une impression : j'ai peur, Monsieur le Président, que nous ne fassions fausse route. Vous êtes un homme de terrain. Vous ne prenez guère les intellectuels qui remplissent nos colonnes d'à-peu-près grandiloquents et péremptaires. Cela tombe bien : moi non plus. Je m'en tiendrai donc aux faits. Chacun les siens, me direz-vous. Ceux que j'ai pu observer sur place, dans un court séjour — une semaine en Serbie (Belgrade, Novi Sad, Nis, Vramje) du 2 au 9 mai, dont quatre jours au Kosovo, de Pristina à Prej, de Pritzren à Podujevo —, ne me semblent pas correspondre aux mots que vous utilisez, de loin et de bonne foi.

Ne me croyez pas partial. J'ai passé la semaine précédente en Macédoine, assisté à l'arrivée des réfugiés, écouté leurs témoignages. Ils m'ont bouleversé, comme beaucoup d'autres. J'ai voulu à tout prix aller voir « de l'autre côté » comment un tel forfait était possible. Me méfiant des voyages façon Intourist, ou des déplacements journalistiques en car, j'ai demandé aux autorités serbes à avoir mon propre traducteur, mon propre véhicule et la possibilité d'aller et de parler à qui bon me semblait. Contrat respecté.

Important, l'interprète ? Oui. Car j'ai constaté à mon grand dam — mais comment faire autrement ? — qu'on peut, en Macédoine et en Albanie, s'en remettre imprudemment à des truchements locaux qui, sympathisants ou militants de l'UCK pour la plupart, prêtent leur regard et leur réseau à l'étranger fraîchement débarqué. Les récits d'exactions sont trop nombreux pour qu'on mette en doute un fond indéniable de réalité. Certains témoignages que j'ai recueillis, vérification faite ensuite sur les lieux d'origine, se sont révélés cependant outranciers, voire inexacts. Ce qui ne change rien, bien sûr, au scandale ignominieux de cet exode.

Que nous répétez-vous ? « Nous ne faisons pas la guerre au peuple serbe mais à un dictateur, Milosevic, qui, refusant toute négociation, a programmé de sang-froid le génocide des Kosovars. Nous nous limitons

à détruire son appareil de répression, destruction déjà bien avancée. Et si nous continuons à frapper, malgré de regrettables erreurs de ciblage et d'involontaires dommages collatéraux, c'est que les forces serbes continuent au Kosovo leurs opérations de nettoyage ethnique.»

J'ai lieu de craindre, Monsieur le président, que chacun de ces mots ne soit une duperie.

1. « Pas la guerre au peuple... » Ne savez-vous pas qu'au cour du vieux Belgrade le théâtre pour enfants Dusan-Radevic jouxte la télévision et que le missile qui a détruit celle-ci a frappé celui-là ? Trois cents écoles, partout, ont été touchées par les bombes. Les écoliers, laissés à eux-mêmes, ne vont plus en classe. Dans la campagne, il en est qui ramassent des tubes jaunes explosifs en forme de jouets (modèle CBU 87). Ces bombes à fragmentation, les Soviétiques en répandaient de semblables en Afghanistan. La destruction des usines a mis à pied cent mille travailleurs — avec un revenu de 230 dinars, soit 91 francs par mois. La moitié, à peu près, de la population est au chômage. Si vous croyez la retourner ainsi contre le régime, vous vous égarez. Malgré la lassitude et les pénuries, je n'ai pas observé de fissure dans l'union sacrée. Une jeune fille m'a dit à Pristina : « Quand on tue quatre Chinois, ressortissants d'une grande puissance, le monde s'indigne ; mais quatre cents Serbes, cela ne compte pas. Curieux, non ? »

Je n'ai certes pas été témoin des carnages opérés par les bombardiers de l'OTAN sur les autobus, les colonnes de réfugiés, les trains, sur l'hôpital de Nis, et ailleurs. Ni des raids sur les camps de réfugiés serbes (Majino Maselje, 21 avril, quatre morts, vingt blessés). Je parle des quelque quatre cent mille Serbes que les Croates ont déportés de la Krajina sans micros ni caméras.

Pour m'en tenir aux lieux et moments de mon séjour au Kosovo, le général Wertz, porte-parole de l'OTAN, a déclaré : « Nous n'avons attaqué aucun convoi et nous n'avons jamais attaqué de civils. » Mensonge. J'ai vu dans le hameau de Lipjan, le jeudi 6 mai, une maison particulière pulvérisée par un missile : trois fillettes et deux grands-parents massacrés, sans objectif militaire à 3 kilomètres à la ronde. J'ai vu, le lendemain, à Prizren, dans le quartier gitan, deux autres masures civiles réduites en cendres deux heures plus tôt, avec plusieurs victimes enterrées.

2. « Le dictateur Milosevic... » Mes interlocuteurs de l'opposition, les seuls avec qui je me sois entretenu, m'ont rappelé aux dures réalités. Autocrate, fraudeur, manipulateur, et populiste, M. Milosevic n'en a pas moins été élu à trois reprises : les dictateurs se font élire une fois, non deux. Il respecte la Constitution yougoslave. Pas de parti unique. Le sien

est minoritaire au Parlement. Pas de prisonniers politiques, des coalitions changeantes. Il est comme absent du paysage quotidien. On peut le critiquer sans se cacher aux terrasses de café — et on ne s'en prive pas —, mais les gens ne s'en soucient guère. Aucun charisme « totalitaire » sur les esprits. L'Occident semble cent fois plus obnubilé par M. Milosevic que ses concitoyens.

Parler face à lui de Munich, c'est inverser le rapport du faible au fort et supposer qu'un pays isolé et pauvre de dix millions d'habitants, qui ne convoite rien en dehors des frontières de l'ancienne Yougoslavie, puisse être comparé à l'Allemagne conquérante et suréquipée de Hitler. À trop se voiler la face, on devient aveugle.

3. « Le génocide des Kosovars... » Terrible chapitre. Des témoins occidentaux, accessibles et oculaires, je n'en ai rencontré que deux. L'un, Aleksander Mitic, d'origine serbe il est vrai, est correspondant de l'AFP à Pristina. L'autre, Paul Watson, canadien anglophone, est correspondant pour l'Europe centrale du Los Angeles Times. Il a couvert l'Afghanistan, la Somalie, le Cambodge, la guerre du Golfe et le Rwanda : ce n'est pas un bleu. Plutôt anti-Serbes, il suivait depuis deux ans la guerre civile au Kosovo, dont il connaît chaque village et chaque route. Un héros, donc un modeste. Quand tous les journalistes étrangers, au premier jour des bombardements, ont été expulsés de Pristina, il s'est planqué pour rester, anonymement. Sans cesser de circuler et d'observer.

Son témoignage est pondéré et, recoupé avec d'autres, convaincant. Sous le déluge des bombes, les pires exactions ont été commises, les trois premiers jours (24, 25 et 26 mars), avec incendies, pillages et meurtres. Plusieurs milliers d'Albanais ont alors reçu l'ordre de partir. Il m'a assuré n'avoir pas trouvé trace, depuis, d'un crime contre l'humanité. Sans doute ces deux scrupuleux observateurs n'ont-ils pas tout vu. Et moi encore moins. Je ne puis témoigner que de paysans albanais de retour à Pudajevo, de soldats serbes montant la garde devant des boulangeries albanaises — dix rouvertes à Pristina —, et des blessés des bombardements, albanais et serbes côte à côte, dans l'hôpital de Pristina (deux mille lits).

Alors, que s'est-il passé ? À leur avis, la superposition soudaine d'une guerre aérienne internationale à une guerre civile locale, celle-ci d'une extrême cruauté. Je vous rappelle que, en 1998, 1 700 combattants albanais, 180 policiers et 120 soldats serbes ont été tués. L'UCK a kidnappé 380 personnes, en a remis en liberté 103, les autres étant mortes ou disparues, parfois après torture — parmi elles 2 journalistes et 14 ouvriers. L'UCK revendiquait 6 000 clandestins à Pristina, et ses snipers, m'a-t-on dit, sont entrés en action aux premières bombes. Les Serbes, jugeant

qu'ils ne pouvaient se battre sur deux fronts, auraient alors décidé d'évacuer manu militari la « cinquième colonne de l'OTAN », sa « force terrestre », c'est-à-dire l'UCK, en particulier dans les villages où elle se confondait avec et se fondait dans la population civile.

Localisées mais certaines, ces évacuations, dites là-bas « à l'israélienne », et dont l'ancien d'Algérie que vous êtes se souvient certainement — un million de civils algériens furent déplacés et enfermés par nous dans des camps barbelés, pour « vider l'eau du poisson » —, ont laissé des traces à ciel ouvert, ici et là : maisons brûlées, villages déserts. Ces affrontements militaires ont entraîné des fuites de civils — pour la plupart, m'a-t-on dit, des familles de combattants — avant les bombardements. Elles étaient, selon le correspondant de l'AFP, en nombre très limité. « Les gens trouvaient refuge dans d'autres maisons voisines, a constaté ce dernier. Personne ne mourait de faim, ne se faisait tuer sur les routes, ne fuyait vers l'Albanie et la Macédoine. C'est l'attaque de l'OTAN qui a bel et bien déclenché, en boule de neige, la catastrophe humanitaire. De fait, il n'était pas besoin, jusqu'alors, de camps d'accueil aux frontières. » Les premiers jours, tous en conviennent, ont vu un déchaînement de représailles de la part d'éléments dits « incontrôlés », avec la complicité probable de la police locale.

M. Vuk Draskovic, vice-premier ministre qui a aujourd'hui pris ses distances, et d'autres m'ont dit avoir fait, depuis, arrêter et inculper trois cents personnes au Kosovo convaincues d'exactions. Maquillage ? Alibi ? Mauvaise conscience ? Ce n'est pas à exclure. Après, l'exode a continué, mais à plus petite échelle. Sur injonction de l'UCK, désireuse de récupérer les siens, par crainte de passer pour des « collabos », par peur des bombardements — qui ne distinguent pas, à 6 000 mètres, entre Serbes, Albanais et autres —, pour rejoindre les cousins déjà partis, parce que le bétail est mort, que l'Amérique va gagner, que c'est l'occasion d'émigrer en Suisse, en Allemagne ou ailleurs... Propos entendus sur place. Je vous fais mention, non caution.

Aurais-je trop écouté « les gens d'en face » ? Le contraire serait du racisme. Définir a priori un peuple — juif, allemand ou serbe — comme collectivement criminel n'est pas digne d'un démocrate. Après tout, il y a eu, pendant l'occupation, des divisions SS albanaise, musulmane et croate — jamais de serbe. Ce peuple philosémite et résistant — plus de dix nationalités coexistent en Serbie même — serait-il devenu nazi avec cinquante ans de retard ? Nombre de réfugiés kosovars m'ont dit qu'ils avaient échappé à la répression grâce à des voisins, des amis serbes.

4. « La destruction bien commencée des forces serbes... » Désolé : celles-ci semblent se porter comme un charme. Un jeune sergent pris en

stop sur l'autoroute Nis-Belgrade et servant au Kosovo m'a demandé pour quelle raison stratégique l'OTAN s'acharnait sur les civils. « Nous, quand on va à la ville, où il n'y a plus d'électricité, on est forcé de boire du Coca tiède. C'est embêtant, mais on peut faire avec. » Je suppose que les unités ont leur groupe électrogène.

Vous avez, au Kosovo, cassé des ponts, que l'on contourne aisément par des gués — quand on ne passe pas dessus, entre les trous. Endommagé un aéroport sans importance, détruit des casernes vides, enflammé des camions militaires hors d'usage, des maquettes d'hélicoptère et des pièces d'artillerie en bois posées au milieu des prés. Excellent pour l'image-vidéo et les briefings en chambre, mais après ? Souvenez-vous que la défense yougoslave, formée par Tito et ses partisans, n'a rien d'une armée régulière : disséminée et omniprésente, avec ses PC souterrains, préparée de longue main aux menaces conventionnelles — jadis, soviétique. On y déplace même les canons avec des bœufs, pour éviter la détection à la chaleur.

Il y a au Kosovo — ce n'est pas un secret — 150 000 hommes en armes, de vingt à soixante-dix ans — il n'y a pas de limite d'âge pour les réservistes —, dont seulement 40 000 à 50 000 pour la III^{ème} armée du général Pavkovic. Les talkies-walkies en relais paraissent en bon état, et ce sont les Yougoslaves eux-mêmes qui brouillent les réseaux — l'UCK se servait de portables pour renseigner les bombardiers US.

Quant à la démoralisation espérée, n'en croyez rien. Au Kosovo, on attend nos troupes, je le crains, de pied ferme, non sans une certaine impatience. Comme me disait un réserviste de Pristina qui allait acheter son pain, son AK à l'épaule : « Vivement l'intervention terrestre ! Dans une vraie guerre, au moins, il y a des morts des deux côtés. » Le wargame des planificateurs de l'OTAN se déroule à 5 000 mètres au-dessus du réel. Je vous en conjure : n'envoyez pas nos sensibles et intelligents saint-cyriens sur un terrain dont ils ignorent tout. Leur cause est peut-être juste mais ce ne sera jamais pour eux une guerre défensive et encore moins sacrée, comme elle le sera, à tort ou à raison, pour les volontaires serbes de Kosovo et Metohija.

5. « Ils continuent le nettoyage ethnique... » Les plaques d'immatriculation accumulées au poste-frontière face à l'Albanie et les documents d'identité des partants m'ont indigné. C'est de crainte, m'a-t-on répliqué, que les « terroristes » ne s'infiltrèrent à nouveau, en les subtilisant pour maquiller voitures et papiers. Beaucoup a pu échapper à mes modestes observations, mais le ministre allemand de la défense a menti, le 6 mai, lorsqu'il a déclaré qu'« entre 600 000 et 900 000 personnes déplacées ont été localisées à l'intérieur du Kosovo ». Sur un territoire de

10 000 kilomètres carrés, cela ne passerait pas inaperçu aux yeux d'un observateur en déplacement, le même jour, d'est en ouest et du nord au sud. À Pristina, où vivent encore des dizaines de milliers de Kosovars, on peut déjeuner dans des pizzerias albanaises, en compagnie d'Albanais.

Nos ministres ne pourraient-ils interroger là-bas des témoins à la tête froide — médecins grecs de Médecins sans frontières, ecclésiastiques, popes ? Je pense au Père Stéphane, le prieur de Prizren, singulièrement pondéré. Car la guerre civile n'est pas une guerre de religion : les mosquées, innombrables, sont intactes — sauf deux, à ce que l'on m'a rapporté.

On peut acheter la politique étrangère d'un pays — ce que font les Etats-Unis avec ceux de la région —, non ses rêves ou sa mémoire. Si vous voyiez les regards de haine que jettent, aux postes frontières, les douaniers et les policiers macédoniens sur les convois de chars qui remontent chaque nuit de Salonique à Skopje, sur leurs escortes arrogantes et inconscientes de ce qui les entoure, vous comprendriez sans peine qu'il sera plus facile de rentrer sur ce « théâtre » que de s'en extraire. Aurez-vous, à l'instar du président italien, la vaillance, ou l'intelligence, de renoncer à des postulats irréels, pour rechercher, avec Ibrahim Rugova, et selon ses propres termes, « une solution politique sur des bases réalistes » ?

En ce cas, un certain nombre de réalités s'imposeront à votre attention. La première : pas de salut en dehors d'un *modus vivendi* entre Albanais et Serbes, comme le demande M. Rugova, parce qu'il n'y a pas une mais deux, et même plusieurs communautés au Kosovo. Sans entrer dans la bataille des chiffres due à l'absence de recensement fiable, j'ai cru comprendre qu'il y avait un million et plus d'Albanais, deux cent cinquante mille Serbes et deux cent cinquante mille personnes appartenant à d'autres communautés — Serbes islamisés, Turcs, gorans ou montagnards, romanis, « Égyptiens » ou gitans albanophones —, lesquelles craignent la domination d'une grande Albanie et ont pris le parti des Serbes. La deuxième : prévenir la renaissance d'une guerre intérieure féroce, épisode d'un aller-retour séculaire, l'acte I sans lequel l'acte II d'aujourd'hui est incompréhensible, mais qui succédait lui-même à une oppression antérieure.

Les politiques au présent se mènent toujours par analogie avec le passé. Encore faut-il trouver la moins mauvaise possible. Vous avez choisi l'analogie hitlérienne, avec les Kosovars en juifs persécutés. Permettez-moi de vous en suggérer une autre : l'Algérie. M. Milosevic n'est certes pas de Gaulle. Mais le pouvoir civil a affaire à une armée

qui en a assez de perdre et rêve d'en découdre. Et cette armée régulière côtoie elle-même des paramilitaires autochtones qui pourraient bien ressembler un jour à une OAS.

Et si le problème n'était pas à Belgrade, mais dans les rues, les cafés, les épiceries du Kosovo ? Ces hommes-là, c'est un fait, n'ont rien de rassurant. Ils m'ont, une fois ou deux, pris sévèrement à partie. Et je dois à la vérité de dire que ce sont des officiers serbes qui, arrivant à la rescousse, m'ont à chaque fois sauvé la mise.

Vous vous souvenez de la définition par de Gaulle de l'OTAN : « Organisation imposée à l'Alliance atlantique et qui n'est que la subordination militaire et politique de l'Europe occidentale aux États-Unis d'Amérique. » Vous nous expliquerez un jour les raisons qui vous ont conduit à modifier cette appréciation. En attendant, je dois vous avouer une certaine honte quand, demandant, à Belgrade, à un opposant démocrate serbe pourquoi son actuel président recevait avec empressement telle personnalité américaine et non française, il me répondit : « De toute façon, mieux vaut parler au maître qu'à ses domestiques. »

Régis DEBRAY

Régis Debray est écrivain et philosophe.

© *Le Monde*, 13 mai 1999.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ADAM, Jean-Michel, (1999): *Linguistique textuelle, des genres de discours aux textes*, Paris : Nathan, coll. FAC.
- ANGENOT, Marc (1982): *La Parole pamphlétaire*, Paris : Payot.
- BOUGNOUX, Daniel (1999): « Les Balkans comme métaphore », in *Les cahiers de médiologie*, n°8, Croyances en guerre.
- BROUCKER, José de (1995): *Pratique de l'information et écritures journalistiques*, Paris : CFPJ.
- CHARAUDEAU, Patrick (1993): « Des conditions de la « mise en scène » du langage », in Decrosse. A (éd.), *L'Esprit de société*, Bruxelles : Mardaga, pp. 27-65
- (1997): « Une Analyse sémiolinguistique du discours », in *Langages*, n°117.
- DEBRAY, Régis (1999): *Croire, voir, faire*, Paris : Odile Jacob, coll. Le Champ médiologique.
- HERMAN, Thierry, (à paraître): « L'analyse de l'ethos oratoire : entre analyse des discours et linguistique textuelle », in Lane, Ph., *Linguistique textuelle et analyse du discours*, Presses Universitaires de Rouen.
- KOREN, Roselyne (1996): *Les Enjeux éthiques de l'écriture de presse et la mise en mots du terrorisme*, Paris : L'Harmattan, coll. Sémantiques.
- MAINGUENEAU, Dominique (1999): « Ethos, scénographie, incorporation », in Amossy, R. (éd.), *Images de soi dans le discours*, Paris-Lausanne : Delachaux & Niestlé.
- MARTIN-LAGARDETTE, Jean-Luc (1994): *Guide de l'écriture journalistique, Écrire, informer, convaincre*, Paris : Syros.
- MOURIQUAND, Jacques (1997): *L'Écriture journalistique*, Paris : PUF, coll. QSJ?
- TISSERON, Serge (1999): « Images et croyances », in *Les cahiers de médiologie*, n°8, Croyances en guerre.

JOURNAUX CONSULTÉS :

L'Humanité
Libération
Marianne
Le Monde
Le Monde diplomatique